

N° 13-016-X au catalogue

Revue des comptes économiques des provinces et des territoires



2007



Statistique Canada
Statistics Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
p	provisoire
r	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la <i>Loi sur la statistique</i>
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0^s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à notre agent d'information aux 613-951-3640; iead-info-dcrd@statcan.gc.ca.

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.gc.ca ou par téléphone entre 8h30 et 16h30 du lundi au vendredi aux numéros suivants:

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements 1-800-263-1136

Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629

Télécopieur 1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux:

Service de renseignements 1-613-951-8116

Télécopieur 1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements 1-800-635-7943

Télécopieur 1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 13-016-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de choisir la rubrique «Publications» > «Publications Internet gratuites».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous «À propos de nous» > «Offrir des services aux Canadiens».

Revue des comptes économiques des provinces et des territoires

2007

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2008

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Novembre 2008

N° 13-016-XIF au catalogue, vol. 4, no 2

Périodicité : semestriel
ISSN 1715-071X

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-016-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexeswww.statcan.ca/cen**PIB provinciaux en termes de revenus et de dépenses**

Tableaux et document analytique :	
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Tableaux de données	13-018-XWF
Tableaux CANSIM	384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, 384-0036

PIB provinciaux par industrie

Tableaux CANSIM	379-0025, 379-0026, 381-0015, 381-0016, 386-0002
CD-ROM :	
Produit intérieur brut provincial (PIB) par industrie et secteur aux prix de base	15-209-XCB
Production brute provinciale par industrie et secteur	15-210-XCB

Comptes économiques canadiens

Publications :	
Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens	13-010-XIF
Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens	13-605-XIF

PIB national en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0060, 382-0006
Publication :	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Guide des comptes des revenus et dépenses	13-017-XWF
Tableaux et documents analytiques :	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Tableaux de données	13-019-XWF et 13-021-XWF

PIB national par industrie

Tableaux CANSIM	379-0027, 381-0009 à 381-0014
Publication :	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Table des matières

Aperçu	6
À propos de cette publication	24
Politique de révision	24
Révisions dans cette édition	24
À propos de : Comptes économiques provinciaux	25

Aperçu

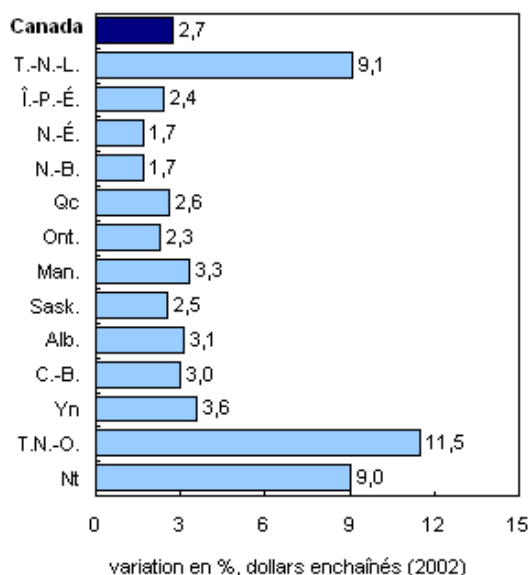
2004 à 2007

Au cours de la période de quatre ans allant de 2004 à 2007, l'économie canadienne a été caractérisée par une croissance régulière de l'emploi et un investissement vigoureux dans le secteur de la construction, particulièrement de 2004 à 2006, avec pour toile de fond la montée des prix des produits de base et l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine.

La croissance du revenu personnel a surpassé le taux d'inflation et le taux de chômage a diminué chaque année. La stabilité du revenu et la chute des prix des importations ont permis aux grossistes et aux détaillants de prospérer.

Les fabricants canadiens ont ressenti la pression de la plus forte concurrence étrangère et les exportations de produits fabriqués au Canada ont diminué, mais la vigueur des prix des produits de base a stimulé l'activité dans les secteurs de l'extraction minière et pétrolière.

Graphique 1 Produit intérieur brut réel, 2007



Alors que la croissance annuelle moyenne du produit intérieur brut (PIB) national a tourné autour de 3 % de 2004 à 2007, le tableau a été assez différent à l'échelle provinciale, les provinces et territoires dont l'économie est concentrée davantage dans les secteurs des ressources naturelles ayant généralement connu une croissance supérieure à la moyenne nationale, tandis que le Québec et l'Ontario, où se concentre l'industrie de la fabrication, ont affiché une croissance plus modérée.

L'Ouest du Canada bénéficie de la vigueur des prix des produits de base

Du Manitoba à la Colombie-Britannique, la vigueur des prix des produits de base a stimulé l'activité dans les mines et les champs de pétrole.

De 2004 à 2007, le prix du pétrole a augmenté de plus de 45 % et l'activité dans les champs de pétrole de l'Alberta était en plein essor. Bien que la production de pétrole n'ait augmenté que légèrement au cours de cette période, la montée en flèche des prix a contribué aux bénéfices des sociétés et aux activités d'exploration pétrolière. De 2004 à 2007, l'investissement en construction non résidentielle a progressé de 20 %, alors que les travaux associés aux projets d'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta se poursuivaient sans relâche. L'afflux de population dans la province a donné lieu à un accroissement de la demande d'infrastructure. Au cours de la période, les activités de construction ont augmenté régulièrement dans tous les domaines, allant des routes aux centres commerciaux en passant par les logements. Le faible taux de chômage et la forte croissance du revenu du travail ont stimulé les dépenses des Albertains en biens durables, ce qui s'est traduit par une croissance à deux chiffres chaque année de 2005 à 2007.

En Saskatchewan, l'explosion des prix des produits de base a eu des résultats variables pour ce qui est du volume de production. Les bénéfices des sociétés ont augmenté grâce à la vigueur des prix du pétrole, de l'uranium et de la potasse, mais le volume de production a diminué, entravé par le retardement des négociations de contrats de vente et par des problèmes de production dans certaines mines de la province. En 2006, la production de cultures agricoles a souffert, les conditions printanières humides ayant réduit la superficie cultivable. En outre, en 2007, la qualité des récoltes a été affectée par une saison des moissons humide. La vigueur du revenu personnel dans la province s'est traduite par un accroissement de la consommation personnelle, principalement en biens durables.

En Colombie-Britannique, le secteur des produits forestiers, dont les exportations ont crû tout au long de la période, a bénéficié de l'essor de la construction résidentielle sur les marchés d'Amérique du Nord. L'investissement dans la construction de logements a augmenté de plus de 30 % au cours de la période de quatre ans. Les travaux en cours sur les lieux où se dérouleront les Jeux olympiques d'hiver de 2010 ont également joué un rôle dans la progression du secteur de la construction. La forte croissance du revenu du travail a été reflétée par les dépenses de consommation, particulièrement en biens durables, qui ont contribué à l'accroissement du commerce de gros et du commerce de détail.

De 2004 à 2007, l'activité du secteur de la construction a joué un rôle majeur dans la conjoncture économique du Manitoba. Plusieurs grands projets répartis à travers la province ont contribué à l'investissement en construction non résidentielle en 2006 et en 2007, tandis que la construction de logements s'est poursuivie sans relâche. Les exportations d'électricité ont progressé de façon significative en 2004 et en 2005. Une récolte exceptionnelle en 2006 et la vigueur du secteur de la fabrication de 2005 à 2007 ont également joué un rôle. L'activité des secteurs de l'exploration minière et de la production pétrolière s'est accrue parallèlement à la hausse des prix des produits de base, surtout en 2006. Le faible taux de chômage et la croissance régulière du revenu du travail au Manitoba ont contribué à l'activité dans les secteurs du commerce de gros et du commerce de détail tout au long de la période.

La concurrence étrangère bouscule les fabricants québécois et ontariens

Alors que le prix des produits de base a stimulé la production dans l'Ouest du Canada, le Québec et l'Ontario, qui sont les centres de l'industrie manufacturière, ont souffert de la croissance de la concurrence étrangère et de la hausse des prix de l'énergie. L'activité manufacturière a diminué dans les deux provinces en 2006 et en 2007, ce qui a entraîné la fermeture de certaines usines et des mises à pied. Malgré la situation dans le secteur de la fabrication, les secteurs de la construction et des services ont continué de croître. Dans l'ensemble, au cours de la période de quatre ans, la croissance économique dans ces deux provinces a été inférieure à la moyenne nationale.

En Ontario, le recul de l'activité manufacturière a été généralisé, à l'exception des produits informatiques et électroniques. La fabrication de matériel de transport a été touchée particulièrement durement, la demande américaine d'automobiles construites au Canada ayant fait chuter les exportations, sauf en 2006, année où les fabricants de camions routiers longue-distance ont bénéficié de l'encouragement à produire des véhicules ayant la désignation d'année-modèle 2006 afin d'éviter une réglementation de protection de l'environnement plus stricte visant les moteurs diesel. Le taux de chômage est demeuré inférieur à 7 % au cours de la période et le revenu du travail a continué d'augmenter, quoique plus lentement que dans l'Ouest du Canada. L'investissement en construction a continué d'accroître le stock de logements chaque année, quoiqu'à un rythme modéré. Les consommateurs se sont précipités dans les centres commerciaux et les dépenses personnelles ont progressé plus rapidement que la croissance économique globale. L'investissement dans la capacité de production d'électricité de l'Ontario a également été une source de croissance.

Produit intérieur brut réel au prix du marché, dollars enchaînés (2002)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	variation en pourcentage						
Canada	1,8	2,9	1,9	3,1	2,9	3,1	2,7
Terre-Neuve-et-Labrador	1,6	15,6	5,8	-1,2	1,9	3,0	9,1
Île-du-Prince-Édouard	-1,1	4,8	2,1	2,6	2,0	2,4	2,4
Nouvelle-Écosse	3,2	4,0	1,4	0,9	1,3	0,9	1,7
Nouveau-Brunswick	1,7	4,5	2,8	2,8	1,6	2,4	1,7
Québec	1,5	2,4	1,2	2,7	1,5	1,7	2,6
Ontario	1,8	3,1	1,4	2,6	2,8	2,6	2,3
Manitoba	0,8	1,6	1,4	2,2	2,4	4,0	3,3
Saskatchewan	-1,0	-0,4	4,6	5,1	3,3	-0,3	2,5
Alberta	1,7	2,2	3,2	5,3	4,8	6,1	3,1
Colombie-Britannique	0,6	3,6	2,3	3,6	4,4	4,4	3,0
Yukon	4,4	-1,3	-1,8	5,0	4,7	3,5	3,6
Territoires du Nord-Ouest	21,2	6,4	13,4	3,0	-0,3	5,1	11,5
Nunavut	5,9	5,9	-0,1	4,1	1,2	2,2	9,0

Par ailleurs, au Québec, l'accroissement de la concurrence étrangère a continué de toucher durement les producteurs de vêtements et de textiles, et a également eu une incidence sur les exportations de produits du bois de 2005 à 2007. Dans le secteur de la fabrication, l'aérospatiale a été l'un des aspects positifs, la production et les exportations ayant été propulsées par la demande des compagnies aériennes. L'investissement en construction résidentielle a diminué en 2005 et en 2006, mais a repris en 2007. Les travaux en cours dans les centrales électriques ont également profité au secteur de la construction d'ouvrages de génie. De 2004 à 2007, le taux de chômage a diminué régulièrement au Québec et, grâce à la vigueur du revenu du travail, les détaillants sont restés occupés, mais la croissance qu'ils ont connue a été inférieure à celle de leurs homologues de l'Ouest du Canada.

La croissance de Terre-Neuve-et-Labrador s'accélère tandis que celle du reste de l'Est du Canada est plus modérée

De 2004 à 2007, les résultats ont varié dans l'Est du Canada. En 2006 à 2007, Terre-Neuve-et-Labrador a bénéficié de la vigueur de son secteur des ressources naturelles, laquelle était liée à des ouvertures de mines et à un accroissement de l'extraction de pétrole. Dans les autres provinces de l'Est canadien, les résultats ont été variables.

À Terre-Neuve-et-Labrador, l'ouverture de la mine de Voisey's Bay à la fin de 2005 a stimulé la production et les exportations en 2006 et en 2007. En 2007, grâce à l'entrée en production de la plateforme pétrolière White Rose, la croissance enregistrée à Terre-Neuve-et-Labrador a été supérieure à celle observée dans toutes les autres provinces canadiennes. À mesure que s'est accrue sa prospérité, la province a vu s'améliorer la conjoncture en ce qui concerne le revenu du travail et le chômage. La construction résidentielle et les dépenses personnelles, particulièrement en biens durables, ont augmenté régulièrement, grâce à l'amélioration des conditions sur le marché du travail.

L'Île-du-Prince-Édouard continue de dépendre de l'activité agricole, mais 2005 et 2007 se sont avérées être des années difficiles pour les agriculteurs. Pendant ce temps, les exportations ont progressé, la transformation d'aliments et la production du secteur de l'aérospatiale étant devenues d'importantes sources de croissance. De 2004 à 2007, la croissance du revenu du travail a été modérée et les détaillants en ont alors bénéficié. En 2004 et en 2007, la construction de logements a progressé. En 2006, l'investissement en construction non résidentielle a profité d'un sursaut de travaux de génie électrique liés à la construction d'une centrale éolienne à l'extrémité nord de l'Île. Les industries associées au tourisme ont affiché une croissance vive en 2004 et en 2005, mais ont connu en 2006 leur premier recul depuis de nombreuses années.

En Nouvelle-Écosse, la croissance n'a été que modérée de 2004 à 2007. La production et les exportations de produits forestiers ont chuté alors que la demande étrangère s'affaiblissait. L'extraction de gaz a aidé le secteur minier en 2005 et en 2007, mais les progrès ont été effacés par des baisses de la production en 2004 et en 2006. Au cours de l'ensemble de la période de quatre ans, l'investissement en construction résidentielle a augmenté chaque année, de plus de 15 % cumulativement. Par contre, l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels a diminué fortement en 2005 et en 2007. Malgré ces faiblesses, la croissance du revenu du travail a été, en moyenne, de 4 % par année, et la consommation personnelle a augmenté régulièrement et plus rapidement que le PIB chacune des quatre années.

Au Nouveau-Brunswick, l'investissement en construction a stimulé la croissance, particulièrement en 2006 et en 2007. De 2005 à 2007, la construction routière combinée à la réfection d'une centrale nucléaire ont contribué à l'accroissement plus de 30 % de l'investissement. Les exportations de produits du bois et du papier ont chuté et la production forestière a été touchée particulièrement durement en 2005 et en 2007. Dans l'ensemble, la production manufacturière a diminué de 2005 à 2007. Les taux de chômage historiquement faibles et la vigueur du revenu du travail ont fait croître la consommation personnelle, notamment en 2006 et en 2007.

Note aux lecteurs

Les statistiques des comptes économiques provinciaux et territoriaux diffusées le 28 avril 2008 ont été mises à jour et sont maintenant disponibles dans CANSIM. Les nouvelles données ont été harmonisées avec les comptes provinciaux d'entrées-sorties de 2004 et de 2005, les comptes nationaux des revenus et dépenses diffusés en mai 2008, ainsi que les statistiques mensuelles sur le produit intérieur brut (PIB) par industrie pour le Canada diffusées en septembre 2008. En outre, la mise à jour des données d'enquête provinciales annuelles et l'amélioration des méthodes ont contribué à la production de mesures révisées du PIB provincial en termes de revenus et de dépenses et du PIB provincial par industrie pour les années 2004 à 2007. Ces révisions font partie du processus de révision annuel durant lequel les données du Système de comptabilité nationale sont réévaluées pour les quatre années les plus récentes.

Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux dépenses et des statistiques par industrie (telles que les dépenses de consommation, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculées à partir de mesures en volume, c'est-à-dire corrigées en fonction des variations de prix. Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux revenus (telles que le revenu personnel, le revenu du travail et les bénéfices des sociétés) sont calculées à partir des valeurs nominales, ce qui signifie qu'elles ne sont pas corrigées en fonction des variations de prix.

L'exploitation minière et la construction stimulent la croissance dans le Nord

Dans le Nord du Canada, l'extraction minière a été le moteur de la plus grande partie de la croissance observée de 2004 à 2007. La construction de deux mines au Nunavut, une au Yukon et une autre dans les Territoires du Nord-Ouest, ainsi que les préparatifs pour les Jeux d'hiver du Canada de 2007, ont stimulé l'investissement dans les trois territoires.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, la vigueur économique continue d'être associée au succès de ses mines de diamants. À la mine Snap Lake, les travaux de construction se sont poursuivis jusqu'en 2007, ce qui a fait grimper l'investissement à un niveau record. Dans les autres mines de diamants du territoire, les activités d'extraction ont progressé considérablement, ce qui a stimulé les exportations. Cette intensification de l'activité s'est traduite par une hausse du revenu personnel et, par la suite, des dépenses personnelles, particulièrement en biens durables.

Au Yukon, l'investissement des entreprises en construction a connu une croissance à deux chiffres chaque année de 2004 à 2007. En 2004, la construction résidentielle était un facteur important de la croissance, mais au cours des trois années suivantes, l'activité des sites miniers et les travaux de construction en prévision des Jeux d'hiver du Canada de 2007 ont été le catalyseur de l'investissement. La vigueur du revenu personnel s'est traduite par une croissance de la consommation, notamment en biens durables.

Au Nunavut, la mine de diamants Jericho et la mine d'or Meadowbank ont été les catalyseurs de l'investissement en construction en 2004, en 2005 et en 2007. L'activité du secteur du commerce de gros de 2007 était également associée à l'activité à la mine Meadowbank. Les diamants de la mine Jericho ont contribué aux exportations en 2007. Les dépenses personnelles ont augmenté grâce à l'accroissement du revenu personnel. L'augmentation des dépenses des administrations publiques en biens et services a également contribué à la croissance, particulièrement en 2005 et en 2006.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Canada[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	570 008	593 307	621 003	657 249	695 093	743 313	788 357
	4,5	4,1	4,7	5,8	5,8	6,9	6,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	127 073	135 229	144 501	168 219	185 895	196 719	203 231
	-6,5	6,4	6,9	16,4	10,5	5,8	3,3
Intérêts et revenus divers de placements	63 366	58 354	62 593	66 835	76 570	81 059	87 054
	-4,9	-7,9	7,3	6,8	14,6	5,9	7,4
Revenu net des entreprises individuelles	70 532	75 393	78 620	84 210	85 053	86 386	90 473
	6,6	6,9	4,3	7,1	1,0	1,6	4,7
Impôts moins subventions	128 521	138 055	140 452	148 822	155 467	160 840	167 349
	0,1	7,4	1,7	6,0	4,5	3,5	4,0
Revenu personnel disponible	669 196	694 010	720 855	760 462	793 778	849 590	898 388
	4,6	3,7	3,9	5,5	4,4	7,0	5,7
Taux d'épargne personnelle[2]	5,2	3,5	2,6	3,2	2,0	3,1	2,7

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	632 781	655 722	675 443	697 566	723 181	754 179	788 224
	2,3	3,6	3,0	3,3	3,7	4,3	4,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	219 027	224 428	231 494	236 138	239 768	248 777	257 961
	3,9	2,5	3,1	2,0	1,5	3,8	3,7
Formation brute de capital fixe	221 713	225 174	239 145	257 712	281 393	301 263	313 075
	4,0	1,6	6,2	7,8	9,2	7,1	3,9
Investissement en stocks	-5 555	-2 719	5 786	7 723	12 830	10 723	13 195

Exportations de biens et services	473 474	479 185	468 359	491 675	500 347	503 322	508 362
	-3,0	1,2	-2,3	5,0	1,8	0,6	1,0
Importations de biens et services	421 155	428 301	446 014	481 854	516 056	539 784	569 420
	-5,1	1,7	4,1	8,0	7,1	4,6	5,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 120 146	1 152 905	1 174 592	1 211 239	1 246 064	1 284 819	1 319 681
	1,8	2,9	1,9	3,1	2,9	3,1	2,7
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	339 779	346 175	350 817	360 281	368 147	372 320	374 126
	-2,2	1,9	1,3	2,7	2,2	1,1	0,5
Industries productrices de services	701 115	722 590	740 591	764 791	787 730	818 097	846 591
	3,4	3,1	2,5	3,3	3,0	3,9	3,5
Production industrielle	259 607	265 106	265 589	269 590	273 833	274 307	274 908
	-3,5	2,1	0,2	1,5	1,6	0,2	0,2
Fabrication de biens non durables	75 336	76 612	76 003	75 534	75 607	73 801	72 507
	1,6	1,7	-0,8	-0,6	0,1	-2,4	-1,8
Fabrication de biens durables	105 759	106 124	105 346	109 362	112 360	113 534	113 149
	-8,0	0,3	-0,7	3,8	2,7	1,0	-0,3
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	24 674	23 293	25 478	27 669	28 214	27 648	26 478
	-6,1	-5,6	9,4	8,6	2,0	-2,0	-4,2
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	51 236	53 488	54 979	55 672	55 796	56 699	57 288
	-0,5	4,4	2,8	1,3	0,2	1,6	1,0
Construction	55 542	57 775	59 871	63 453	66 611	70 805	72 890
	7,3	4,0	3,6	6,0	5,0	6,3	2,9
Fabrication	181 084	182 736	181 349	184 814	187 806	187 041	185 311
	-4,2	0,9	-0,8	1,9	1,6	-0,4	-0,9
Commerce de gros	53 439	55 226	57 767	59 990	63 159	66 622	70 256
	1,8	3,3	4,6	3,8	5,3	5,5	5,5
Commerce de détail	55 234	58 483	60 515	62 666	64 535	68 420	72 391
	5,0	5,9	3,5	3,6	3,0	6,0	5,8
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	196 769	202 959	207 544	215 074	222 475	231 381	240 536
	4,0	3,1	2,3	3,6	3,4	4,0	4,0
Services d'enseignement	50 675	51 593	52 566	53 764	55 561	57 108	58 863
	0,6	1,8	1,9	2,3	3,3	2,8	3,1
Soins de santé et assistance sociale	67 198	68 142	70 324	71 589	72 826	74 940	77 035
	1,9	1,4	3,2	1,8	1,7	2,9	2,8
Administrations publiques	59 705	61 523	63 314	64 085	64 548	66 134	67 463
	3,0	3,0	2,9	1,2	0,7	2,5	2,0

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Terre-Neuve-et-Labrador[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	6 656	6 921	7 388	7 680	7 921	10 174	9 680
	4,7	4,0	6,7	4,0	3,1	28,4	-4,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 019	3 740	4 516	5 224	7 197	8 380	10 886
	-12,3	85,2	20,7	15,7	37,8	16,4	29,9
Intérêts et revenus divers de placements	783	759	777	871	965	1 350	2 408
	-4,2	-3,1	2,4	12,1	10,8	39,9	78,4
Revenu net des entreprises individuelles	928	965	1 019	1 065	1 000	987	1 035
	-1,0	4,0	5,6	4,5	-6,1	-1,3	4,9
Impôts moins subventions	1 690	1 807	1 926	1 987	2 054	2 043	2 127
	4,2	6,9	6,6	3,2	3,4	-0,5	4,1
Revenu personnel disponible	9 116	9 381	9 773	10 064	10 352	12 931	12 644
	4,3	2,9	4,2	3,0	2,9	24,9	-2,2
Taux d'épargne personnelle[2]	1,2	-0,1	-0,8	-0,9	-1,8	15,2	8,2

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	8 883	9 145	9 435	9 564	9 699	9 910	10 359
	2,7	2,9	3,2	1,4	1,4	2,2	4,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	4 331	4 421	4 555	4 591	4 599	4 761	4 852
	2,6	2,1	3,0	0,8	0,2	3,5	1,9
Formation brute de capital fixe	3 498	3 509	3 731	4 164	4 495	4 198	3 860
	-1,4	0,3	6,3	11,6	7,9	-6,6	-8,1
Investissement en stocks	186	-120	91	111	122	112	173

Exportations de biens et services	7 614	10 084	11 043	10 803	10 788	11 480	12 998
	-2,3	32,4	9,5	-2,2	-0,1	6,4	13,2
Importations de biens et services	10 252	10 577	11 434	12 060	12 140	12 491	12 744
	-2,2	3,2	8,1	5,5	0,7	2,9	2,0
Produit intérieur brut aux prix du marché	14 233	16 457	17 419	17 209	17 531	18 058	19 696
	1,6	15,6	5,8	-1,2	1,9	3,0	9,1
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	4 237	6 316	7 058	6 866	6 898	7 171	8 293
	-3,0	49,1	11,7	-2,7	0,5	4,0	15,6
Industries productrices de services	8 339	8 660	8 866	8 904	9 145	9 271	9 487
	2,5	3,8	2,4	0,4	2,7	1,4	2,3
Production industrielle	3 215	5 268	5 999	5 716	5 785	6 054	7 162
	-7,2	63,9	13,9	-4,7	1,2	4,6	18,3
Fabrication de biens non durables	543	616	665	682	640	632	647
	-6,7	13,4	8,0	2,6	-6,2	-1,3	2,4
Fabrication de biens durables	240	171	243	200	220	182	192
	11,6	-28,8	42,1	-17,7	10,0	-17,3	5,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	362	367	391	430	345	352	358
	-3,5	1,4	6,5	10,0	-19,8	2,0	1,7
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	2 075	3 983	4 606	4 357	4 389	4 653	5 636
	-9,0	92,0	15,6	-5,4	0,7	6,0	21,1
Construction	681	681	666	731	764	746	680
	16,2	0,0	-2,2	9,8	4,5	-2,4	-8,8
Fabrication	776	786	911	880	862	814	839
	-3,6	1,3	15,9	-3,4	-2,0	-5,6	3,1
Commerce de gros	428	435	452	469	491	498	526
	0,2	1,6	3,9	3,8	4,7	1,4	5,6
Commerce de détail	754	795	819	837	864	874	928
	5,0	5,4	3,0	2,2	3,2	1,2	6,2
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	1 855	1 891	1 946	1 949	2 030	2 087	2 132
	1,9	1,9	2,9	0,2	4,2	2,8	2,2
Services d'enseignement	890	922	938	946	947	951	951
	1,0	3,6	1,7	0,9	0,1	0,4	0,0
Soins de santé et assistance sociale	1 211	1 246	1 286	1 266	1 283	1 304	1 322
	3,6	2,9	3,2	-1,6	1,3	1,6	1,4
Administrations publiques	1 221	1 251	1 271	1 260	1 265	1 272	1 294
	3,0	2,5	1,6	-0,9	0,4	0,6	1,7

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Île-du-Prince-Édouard[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	1 812	1 904	2 009	2 113	2 176	2 270	2 391
	3,8	5,1	5,5	5,2	3,0	4,3	5,3
Bénéfices des sociétés avant impôts	368	388	354	356	405	427	452
	1,7	5,4	-8,8	0,6	13,8	5,4	5,9
Intérêts et revenus divers de placements	150	125	122	142	153	158	181
	11,1	-16,7	-2,4	16,4	7,7	3,3	14,6
Revenu net des entreprises individuelles	266	363	327	355	336	355	342
	-7,3	36,5	-9,9	8,6	-5,4	5,7	-3,7
Impôts moins subventions	381	453	473	483	520	544	555
	-6,4	18,9	4,4	2,1	7,7	4,6	2,0
Revenu personnel disponible	2 467	2 606	2 635	2 724	2 822	2 973	3 113
	1,9	5,6	1,1	3,4	3,6	5,4	4,7
Taux d'épargne personnelle[2]	0,6	0,8	-3,1	-4,2	-5,5	-5,2	-6,8

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	2 422	2 505	2 574	2 633	2 688	2 762	2 885
	1,3	3,4	2,8	2,3	2,1	2,8	4,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	1 162	1 182	1 229	1 232	1 257	1 288	1 313
	3,9	1,7	4,0	0,2	2,0	2,5	1,9
Formation brute de capital fixe	672	697	726	759	778	841	968
	3,1	3,7	4,2	4,5	2,5	8,1	15,1
Investissement en stocks	-53	34	17	-15	-14	41	-14

Exportations de biens et services	2 001	2 008	2 074	2 175	2 239	2 271	2 389
	-1,4	0,3	3,3	4,9	2,9	1,4	5,2
Importations de biens et services	2 646	2 732	2 842	2 901	2 990	3 163	3 374
	-0,8	3,3	4,0	2,1	3,1	5,8	6,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	3 532	3 701	3 778	3 877	3 955	4 051	4 149
	-1,1	4,8	2,1	2,6	2,0	2,4	2,4
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	822	900	910	941	962	987	1 012
	-5,7	9,5	1,1	3,4	2,2	2,6	2,5
Industries productrices de services	2 361	2 440	2 499	2 572	2 628	2 684	2 749
	1,9	3,3	2,4	2,9	2,2	2,1	2,4
Production industrielle	415	411	428	448	477	476	499
	-4,2	-1,0	4,1	4,7	6,5	-0,2	4,8
Fabrication de biens non durables	280	274	275	266	283	278	318
	1,1	-2,1	0,4	-3,3	6,4	-1,8	14,4
Fabrication de biens durables	92	99	116	144	149	153	134
	-17,9	7,6	17,2	24,1	3,5	2,7	-12,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	244	326	319	321	319	328	324
	-18,7	33,6	-2,1	0,6	-0,6	2,8	-1,2
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	3	3	3	0	0	0	0
	-25,0	0,0	0,0
Construction	159	163	162	168	161	177	181
	8,2	2,5	-0,6	3,7	-4,2	9,9	2,3
Fabrication	376	373	393	410	432	431	454
	-4,6	-0,8	5,4	4,3	5,4	-0,2	5,3
Commerce de gros	104	103	102	104	104	106	108
	-3,7	-1,0	-1,0	2,0	0,0	1,9	1,9
Commerce de détail	226	231	235	243	247	256	267
	7,1	2,2	1,7	3,4	1,6	3,6	4,3
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	574	599	609	631	647	663	683
	2,3	4,4	1,7	3,6	2,5	2,5	3,0
Services d'enseignement	212	218	224	234	241	243	249
	0,0	2,8	2,8	4,5	3,0	0,8	2,5
Soins de santé et assistance sociale	293	302	318	328	338	342	347
	1,4	3,1	5,3	3,1	3,0	1,2	1,5
Administrations publiques	437	445	450	448	453	461	469
	-0,7	1,8	1,1	-0,4	1,1	1,8	1,7

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouvelle-Écosse[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	13 606	14 364	14 971	15 556	16 384	16 912	17 604
	3,8	5,6	4,2	3,9	5,3	3,2	4,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 432	2 420	2 796	3 093	3 314	2 831	2 881
	6,6	-0,5	15,5	10,6	7,1	-14,6	1,8
Intérêts et revenus divers de placements	1 288	1 200	1 307	1 197	1 291	1 444	1 740
	2,0	-6,8	8,9	-8,4	7,9	11,9	20,5
Revenu net des entreprises individuelles	1 898	2 012	2 109	2 170	2 188	2 200	2 227
	5,8	6,0	4,8	2,9	0,8	0,5	1,2
Impôts moins subventions	3 172	3 449	3 694	3 788	3 926	3 934	3 968
	5,8	8,7	7,1	2,5	3,6	0,2	0,9
Revenu personnel disponible	18 126	18 674	19 202	20 086	21 000	21 867	22 765
	3,4	3,0	2,8	4,6	4,6	4,1	4,1
Taux d'épargne personnelle[2]	2,9	0,4	-1,7	-1,3	-1,4	-1,7	-2,3

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	17 437	18 086	18 537	18 932	19 279	19 757	20 328
	1,1	3,7	2,5	2,1	1,8	2,5	2,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	8 023	8 178	8 278	8 436	8 734	9 087	9 300
	1,8	1,9	1,2	1,9	3,5	4,0	2,3
Formation brute de capital fixe	5 391	5 781	5 815	5 728	5 914	6 177	6 035
	4,9	7,2	0,6	-1,5	3,2	4,4	-2,3
Investissement en stocks	91	-71	185	136	162	165	199

Exportations de biens et services	12 575	13 330	13 458	13 844	13 604	13 287	13 508
	4,6	6,0	1,0	2,9	-1,7	-2,3	1,7
Importations de biens et services	17 481	18 246	18 817	19 417	19 699	20 179	20 587
	1,3	4,4	3,1	3,2	1,5	2,4	2,0
Produit intérieur brut aux prix du marché	26 036	27 082	27 464	27 710	28 069	28 328	28 803
	3,2	4,0	1,4	0,9	1,3	0,9	1,7
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	5 996	6 380	6 427	6 490	6 527	6 290	6 475
	4,3	6,4	0,7	1,0	0,6	-3,6	2,9
Industries productrices de services	17 473	18 132	18 531	18 816	19 168	19 718	20 075
	3,1	3,8	2,2	1,5	1,9	2,9	1,8
Production industrielle	3 854	4 228	4 155	4 207	4 260	4 030	4 236
	2,1	9,7	-1,7	1,3	1,3	-5,4	5,1
Fabrication de biens non durables	1 545	1 630	1 720	1 779	1 783	1 632	1 761
	2,3	5,5	5,5	3,4	0,2	-8,5	7,9
Fabrication de biens durables	868	1 032	910	1 072	1 080	1 157	1 141
	-3,0	18,9	-11,8	17,8	0,7	7,1	-1,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	755	766	800	740	735	675	680
	11,7	1,5	4,4	-7,5	-0,7	-8,2	0,7
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	865	942	894	795	826	754	799
	9,2	8,9	-5,1	-11,1	3,9	-8,7	6,0
Construction	1 394	1 385	1 483	1 547	1 532	1 596	1 562
	7,1	-0,6	7,1	4,3	-1,0	4,2	-2,1
Fabrication	2 425	2 662	2 629	2 847	2 859	2 767	2 892
	0,1	9,8	-1,2	8,3	0,4	-3,2	4,5
Commerce de gros	1 063	1 112	1 113	1 123	1 125	1 115	1 151
	-1,5	4,6	0,1	0,9	0,2	-0,9	3,2
Commerce de détail	1 557	1 616	1 652	1 660	1 681	1 762	1 814
	7,8	3,8	2,2	0,5	1,3	4,8	3,0
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	4 607	4 748	4 903	5 028	5 152	5 349	5 506
	3,2	3,1	3,3	2,5	2,5	3,8	2,9
Services d'enseignement	1 409	1 429	1 422	1 450	1 513	1 561	1 577
	0,8	1,4	-0,5	2,0	4,3	3,2	1,0
Soins de santé et assistance sociale	1 954	2 047	2 071	2 101	2 152	2 243	2 273
	4,4	4,8	1,2	1,4	2,4	4,2	1,3
Administrations publiques	2 538	2 600	2 689	2 688	2 738	2 773	2 787
	-0,4	2,4	3,4	-0,0	1,9	1,3	0,5

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouveau-Brunswick[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	10 656	11 115	11 740	12 354	12 819	13 329	13 977
	0,5	4,3	5,6	5,2	3,8	4,0	4,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	1 904	1 832	1 933	2 566	2 892	3 200	3 289
	3,1	-3,8	5,5	32,7	12,7	10,7	2,8
Intérêts et revenus divers de placements	1 320	1 167	1 243	1 218	1 303	1 391	1 458
	-1,9	-11,6	6,5	-2,0	7,0	6,8	4,8
Revenu net des entreprises individuelles	1 343	1 369	1 356	1 466	1 460	1 499	1 501
	6,3	1,9	-0,9	8,1	-0,4	2,7	0,1
Impôts moins subventions	2 567	2 779	2 960	3 002	3 067	3 127	3 172
	5,6	8,3	6,5	1,4	2,2	2,0	1,4
Revenu personnel disponible	14 167	14 480	15 027	15 803	16 312	16 978	17 756
	3,2	2,2	3,8	5,2	3,2	4,1	4,6
Taux d'épargne personnelle[2]	5,7	3,1	3,1	4,0	3,0	2,2	1,1

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	13 254	13 658	13 895	14 212	14 526	14 995	15 613
	0,9	3,0	1,7	2,3	2,2	3,2	4,1
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	5 620	5 717	5 811	5 907	6 099	6 319	6 431
	0,8	1,7	1,6	1,7	3,3	3,6	1,8
Formation brute de capital fixe	3 691	3 746	4 159	4 444	4 684	5 508	5 842
	-15,1	1,5	11,0	6,9	5,4	17,6	6,1
Investissement en stocks	14	110	130	138	171	177	215

Exportations de biens et services	15 608	16 165	16 736	17 197	17 718	17 248	17 517
	11,7	3,6	3,5	2,8	3,0	-2,7	1,6
Importations de biens et services	17 952	18 228	18 966	19 535	20 483	20 885	21 814
	3,9	1,5	4,0	3,0	4,9	2,0	4,4
Produit intérieur brut aux prix du marché	20 248	21 169	21 765	22 366	22 727	23 280	23 669
	1,7	4,5	2,8	2,8	1,6	2,4	1,7
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	5 304	5 626	5 818	5 784	5 670	5 938	5 988
	-1,8	6,1	3,4	-0,6	-2,0	4,7	0,8
Industries productrices de services	13 062	13 489	13 790	14 409	14 838	15 098	15 387
	2,9	3,3	2,2	4,5	3,0	1,8	1,9
Production industrielle	3 457	3 710	3 829	3 830	3 727	3 683	3 660
	-3,2	7,3	3,2	0,0	-2,7	-1,2	-0,6
Fabrication de biens non durables	1 584	1 787	1 878	1 896	1 784	1 729	1 754
	-4,5	12,8	5,1	1,0	-5,9	-3,1	1,4
Fabrication de biens durables	956	1 046	1 048	1 036	957	996	929
	-2,4	9,4	0,2	-1,1	-7,6	4,1	-6,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	777	845	762	837	788	869	820
	18,4	8,8	-9,8	9,8	-5,9	10,3	-5,6
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	263	212	202	201	199	214	204
	-2,2	-19,4	-4,7	-0,5	-1,0	7,5	-4,7
Construction	1 066	1 071	1 223	1 123	1 157	1 414	1 535
	-10,4	0,5	14,2	-8,2	3,0	22,2	8,6
Fabrication	2 554	2 833	2 930	2 936	2 747	2 725	2 692
	-1,8	10,9	3,4	0,2	-6,4	-0,8	-1,2
Commerce de gros	825	867	936	1 170	1 315	1 201	1 184
	4,8	5,1	8,0	25,0	12,4	-8,7	-1,4
Commerce de détail	1 175	1 198	1 235	1 284	1 323	1 393	1 456
	2,3	2,0	3,1	4,0	3,0	5,3	4,5
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	3 110	3 161	3 282	3 429	3 592	3 709	3 813
	3,8	1,6	3,8	4,5	4,8	3,3	2,8
Services d'enseignement	1 031	1 044	1 043	1 067	1 087	1 105	1 122
	-1,3	1,3	-0,1	2,3	1,9	1,7	1,5
Soins de santé et assistance sociale	1 474	1 495	1 523	1 571	1 581	1 615	1 646
	2,5	1,4	1,9	3,2	0,6	2,2	1,9
Administrations publiques	1 810	1 859	1 912	1 931	1 956	1 999	2 034
	2,2	2,7	2,9	1,0	1,3	2,2	1,8

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Québec[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	121 990	127 620	134 372	139 815	144 774	149 948	158 180
	3,7	4,6	5,3	4,1	3,5	3,6	5,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	22 523	23 182	21 564	24 935	24 421	27 009	27 870
	-5,2	2,9	-7,0	15,6	-2,1	10,6	3,2
Intérêts et revenus divers de placements	13 888	13 675	14 054	14 794	16 144	17 448	19 894
	-1,0	-1,5	2,8	5,3	9,1	8,1	14,0
Revenu net des entreprises individuelles	13 664	14 280	15 030	16 245	16 380	16 739	17 373
	6,9	4,5	5,3	8,1	0,8	2,2	3,8
Impôts moins subventions	30 163	32 231	32 966	34 692	35 714	35 448	36 201
	0,3	6,9	2,3	5,2	2,9	-0,7	2,1
Revenu personnel disponible	145 505	151 871	158 823	165 791	171 108	178 224	188 320
	4,6	4,4	4,6	4,4	3,2	4,2	5,7
Taux d'épargne personnelle[2]	4,7	4,0	3,9	3,8	2,2	1,9	2,0

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	138 491	143 093	147 513	151 587	155 871	160 809	167 738
	2,1	3,3	3,1	2,8	2,8	3,2	4,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	51 689	52 800	54 586	55 146	55 235	56 876	58 671
	3,7	2,1	3,4	1,0	0,2	3,0	3,2
Formation brute de capital fixe	40 222	42 954	46 156	51 548	52 081	53 491	57 650
	1,3	6,8	7,5	11,7	1,0	2,7	7,8
Investissement en stocks	-1 326	-1 267	-84	780	3 238	1 745	2 123

Exportations de biens et services	141 051	141 507	137 938	140 070	143 225	145 404	146 321
	-2,0	0,3	-2,5	1,5	2,3	1,5	0,6
Importations de biens et services	134 612	137 307	141 833	148 464	155 254	159 357	166 750
	-4,1	2,0	3,3	4,7	4,6	2,6	4,6
Produit intérieur brut aux prix du marché	235 832	241 448	244 422	251 028	254 708	259 032	265 888
	1,5	2,4	1,2	2,7	1,5	1,7	2,6
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	72 432	73 549	72 826	74 221	74 695	74 343	75 767
	-1,1	1,5	-1,0	1,9	0,6	-0,5	1,9
Industries productrices de services	145 576	150 300	153 968	158 025	160 769	165 010	169 382
	2,8	3,2	2,4	2,6	1,7	2,6	2,6
Production industrielle	57 966	58 193	56 954	56 766	57 472	57 016	57 495
	-2,9	0,4	-2,1	-0,3	1,2	-0,8	0,8
Fabrication de biens non durables	21 811	22 384	21 724	21 105	20 842	20 433	19 651
	4,7	2,6	-2,9	-2,8	-1,2	-2,0	-3,8
Fabrication de biens durables	26 034	25 098	24 271	25 393	26 248	26 240	26 985
	-7,4	-3,6	-3,3	4,6	3,4	-0,0	2,8
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 239	4 173	4 164	4 637	4 671	4 465	4 270
	7,6	-1,6	-0,2	11,4	0,7	-4,4	-4,4
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	1 266	1 232	1 297	1 079	991	1 014	1 079
	-6,4	-2,7	5,3	-16,8	-8,2	2,3	6,4
Construction	10 189	11 183	11 709	12 810	12 554	12 827	13 880
	5,8	9,8	4,7	9,4	-2,0	2,2	8,2
Fabrication	48 133	47 482	45 993	46 487	47 066	46 638	46 558
	-2,7	-1,4	-3,1	1,1	1,2	-0,9	-0,2
Commerce de gros	10 972	11 365	11 835	12 166	12 312	12 663	13 262
	2,7	3,6	4,1	2,8	1,2	2,9	4,7
Commerce de détail	12 585	13 325	13 698	14 087	14 470	15 283	16 017
	4,1	5,9	2,8	2,8	2,7	5,6	4,8
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	35 262	36 513	37 126	38 666	39 544	40 527	41 811
	1,6	3,5	1,7	4,1	2,3	2,5	3,2
Services d'enseignement	11 622	11 788	11 974	12 064	12 073	12 346	12 686
	-0,7	1,4	1,6	0,8	0,1	2,3	2,8
Soins de santé et assistance sociale	16 293	16 244	16 791	17 126	17 281	17 584	17 883
	1,1	-0,3	3,4	2,0	0,9	1,8	1,7
Administrations publiques	14 103	14 559	14 752	14 916	14 988	15 328	15 509
	5,6	3,2	1,3	1,1	0,5	2,3	1,2

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Ontario[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	242 939 3,9	251 315 3,4	262 261 4,4	277 078 5,6	289 995 4,7	304 518 5,0	318 923 4,7
Bénéfices des sociétés avant impôts	49 344 -9,2	60 467 22,5	58 206 -3,7	61 576 5,8	61 583 0,0	65 200 5,9	64 914 -0,4
Intérêts et revenus divers de placements	16 996 -6,9	16 330 -3,9	17 257 5,7	17 852 3,4	20 646 15,7	21 244 2,9	23 430 10,3
Revenu net des entreprises individuelles	29 525 6,0	32 121 8,8	32 773 2,0	34 216 4,4	34 771 1,6	35 268 1,4	36 236 2,7
Impôts moins subventions	59 016 3,6	61 227 3,7	60 545 -1,1	64 784 7,0	67 192 3,7	69 746 3,8	71 485 2,5
Revenu personnel disponible	274 607 3,5	284 156 3,5	293 943 3,4	308 383 4,9	319 753 3,7	339 715 6,2	354 844 4,5
Taux d'épargne personnelle[2]	6,8 ...	4,8 ...	3,7 ...	3,9 ...	2,3 ...	3,5 ...	2,9 ...
millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	254 697 2,5	264 488 3,8	272 672 3,1	281 182 3,1	290 900 3,5	301 190 3,5	312 489 3,8
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	79 346 4,3	81 779 3,1	84 960 3,9	88 224 3,8	89 564 1,5	93 094 3,9	96 515 3,7
Formation brute de capital fixe	82 755 2,3	83 782 1,2	87 940 5,0	91 577 4,1	97 361 6,3	102 672 5,5	107 953 5,1
Investissement en stocks	-668 ...	407 ...	28 ...	1 687 ...	2 529 ...	2 814 ...	3 936 ...
Exportations de biens et services	317 879 -3,0	322 731 1,5	322 376 -0,1	336 418 4,4	343 442 2,1	345 528 0,6	348 466 0,9
Importations de biens et services	269 435 -4,6	275 265 2,2	283 902 3,1	302 943 6,7	314 702 3,9	323 829 2,9	336 092 3,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	463 357 1,8	477 763 3,1	484 341 1,4	496 780 2,6	510 626 2,8	524 105 2,6	536 340 2,3
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	132 201 -2,5	134 952 2,1	135 581 0,5	136 258 0,5	138 369 1,5	136 938 -1,0	135 852 -0,8
Industries productrices de services	297 286 3,4	305 268 2,7	311 791 2,1	322 313 3,4	331 447 2,8	343 510 3,6	354 101 3,1
Production industrielle	106 030 -4,3	107 639 1,5	107 457 -0,2	107 619 0,2	108 843 1,1	106 222 -2,4	104 222 -1,9
Fabrication de biens non durables	34 674 2,9	35 056 1,1	34 759 -0,8	34 094 -1,9	34 039 -0,2	32 896 -3,4	32 000 -2,7
Fabrication de biens durables	59 420 -9,0	60 580 2,0	60 816 0,4	61 268 0,7	62 000 1,2	61 091 -1,5	59 943 -1,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 930 -5,4	4 955 0,5	5 031 1,5	5 203 3,4	5 457 4,9	5 407 -0,9	5 080 -6,0
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	3 039 2,6	2 767 -9,0	2 714 -1,9	2 794 2,9	2 844 1,8	2 726 -4,1	2 582 -5,3
Construction	21 270 8,3	22 358 5,1	23 088 3,3	23 433 1,5	24 108 2,9	25 152 4,3	26 148 4,0
Fabrication	93 823 -5,1	95 636 1,9	95 557 -0,1	95 292 -0,3	96 187 0,9	94 157 -2,1	92 173 -2,1
Commerce de gros	24 110 1,0	24 966 3,6	26 251 5,1	26 913 2,5	28 590 6,2	30 034 5,1	31 322 4,3
Commerce de détail	21 785 4,6	23 301 7,0	24 243 4,0	25 105 3,6	25 457 1,4	26 498 4,1	27 506 3,8
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	91 741 5,0	93 824 2,3	95 465 1,7	98 432 3,1	102 171 3,8	106 386 4,1	110 660 4,0
Services d'enseignement	19 536 0,4	19 891 1,8	20 226 1,7	20 877 3,2	22 129 6,0	22 776 2,9	23 452 3,0
Soins de santé et assistance sociale	25 347 1,0	25 778 1,7	26 693 3,5	27 522 3,1	28 162 2,3	29 070 3,2	29 997 3,2
Administrations publiques	21 897 2,7	22 530 2,9	23 564 4,6	23 990 1,8	24 142 0,6	24 876 3,0	25 380 2,0

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Manitoba[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	17 733 3,4	18 626 5,0	19 421 4,3	20 491 5,5	21 377 4,3	22 603 5,7	24 257 7,3
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 796 -3,3	3 004 7,4	3 236 7,7	3 849 18,9	4 140 7,6	5 566 34,4	6 404 15,1
Intérêts et revenus divers de placements	3 011 -1,0	2 555 -15,1	1 987 -22,2	2 426 22,1	2 983 23,0	2 907 -2,5	3 150 8,4
Revenu net des entreprises individuelles	2 661 8,7	2 782 4,5	2 790 0,3	2 899 3,9	2 738 -5,6	2 896 5,8	3 019 4,2
Impôts moins subventions	4 399 3,3	4 801 9,1	4 806 0,1	4 890 1,7	4 888 -0,0	5 249 7,4	5 663 7,9
Revenu personnel disponible	22 974 3,9	23 678 3,1	24 436 3,2	25 733 5,3	26 401 2,6	27 894 5,7	29 816 6,9
Taux d'épargne personnelle[2]	4,8 ...	3,1 ...	2,9 ...	3,3 ...	0,8 ...	1,5 ...	1,7 ...
millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	21 877 1,9	22 501 2,9	22 856 1,6	23 571 3,1	24 273 3,0	25 063 3,3	26 311 5,0
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	8 539 3,6	8 758 2,6	9 128 4,2	9 263 1,5	9 270 0,1	9 429 1,7	9 684 2,7
Formation brute de capital fixe	6 136 3,8	6 215 1,3	6 411 3,2	6 843 6,7	7 032 2,8	7 858 11,7	9 046 15,1
Investissement en stocks	-153 ...	34 ...	913 ...	211 ...	88 ...	524 ...	-27 ...
Exportations de biens et services	22 590 2,5	22 586 -0,0	22 848 1,2	23 822 4,3	24 471 2,7	25 499 4,2	26 426 3,6
Importations de biens et services	22 908 2,1	23 540 2,8	25 081 6,5	25 874 3,2	26 401 2,0	27 975 6,0	29 901 6,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	35 996 0,8	36 559 1,6	37 059 1,4	37 861 2,2	38 783 2,4	40 344 4,0	41 662 3,3
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	9 044 -4,6	9 232 2,1	9 334 1,1	9 391 0,6	9 780 4,1	10 472 7,1	10 813 3,3
Industries productrices de services	23 918 2,8	24 382 1,9	24 700 1,3	25 204 2,0	25 668 1,8	26 427 3,0	27 360 3,5
Production industrielle	6 079 -3,2	6 196 1,9	6 134 -1,0	6 281 2,4	6 688 6,5	6 975 4,3	7 142 2,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 657 -17,1	1 700 2,6	1 855 9,1	1 729 -6,8	1 610 -6,9	1 800 11,8	1 743 -3,2
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	618 -8,4	561 -9,2	613 9,3	599 -2,3	584 -2,5	690 18,2	665 -3,6
Construction	1 363 12,0	1 336 -2,0	1 350 1,0	1 378 2,1	1 441 4,6	1 685 16,9	1 890 12,2
Fabrication	4 176 -3,6	4 346 4,1	4 356 0,2	4 432 1,7	4 586 3,5	4 719 2,9	4 967 5,3
Commerce de gros	1 891 0,3	1 957 3,5	1 923 -1,7	1 960 1,9	2 005 2,3	2 133 6,4	2 258 5,9
Commerce de détail	1 958 6,1	2 054 4,9	2 135 3,9	2 233 4,6	2 340 4,8	2 448 4,6	2 640 7,8
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés d'entreprises	6 190 3,1	6 318 2,1	6 402 1,3	6 462 0,9	6 602 2,2	6 828 3,4	7 037 3,1
Services d'enseignement	1 743 0,8	1 775 1,8	1 807 1,8	1 893 4,8	1 922 1,5	1 939 0,9	1 996 2,9
Soins de santé et assistance sociale	2 699 2,9	2 773 2,7	2 876 3,7	2 952 2,6	2 947 -0,2	3 006 2,0	3 087 2,7
Administrations publiques	2 421 -1,8	2 462 1,7	2 511 2,0	2 523 0,5	2 540 0,7	2 558 0,7	2 629 2,8

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Saskatchewan[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	13 965 4,3	14 617 4,7	15 427 5,5	16 313 5,7	17 235 5,7	18 726 8,7	20 178 7,8
Bénéfices des sociétés avant impôts	4 442 -21,1	4 804 8,1	5 334 11,0	7 380 38,4	9 345 26,6	10 069 7,7	11 929 18,5
Intérêts et revenus divers de placements	2 560 -12,6	2 582 0,9	2 700 4,6	3 052 13,0	3 117 2,1	3 253 4,4	3 575 9,9
Revenu net des entreprises individuelles	2 003 -5,6	2 111 5,4	2 360 11,8	2 892 22,5	2 417 -16,4	1 898 -21,5	2 408 26,9
Impôts moins subventions	3 740 1,4	3 616 -3,3	3 799 5,1	4 067 7,1	4 588 12,8	4 990 8,8	5 397 8,2
Revenu personnel disponible	18 494 1,7	19 049 3,0	20 238 6,2	21 892 8,2	22 116 1,0	23 204 4,9	25 267 8,9
Taux d'épargne personnelle[2]	-2,6 ...	-4,6 ...	-2,5 ...	1,9 ...	-1,7 ...	-2,5 ...	-2,0 ...
millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	18 991 1,3	19 480 2,6	19 885 2,1	20 230 1,7	20 812 2,9	21 636 4,0	23 011 6,4
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	7 330 3,6	7 506 2,4	7 634 1,7	7 812 2,3	8 002 2,4	8 329 4,1	8 522 2,3
Formation brute de capital fixe	7 401 -1,0	6 987 -5,6	7 585 8,6	7 625 0,5	8 880 16,5	10 043 13,1	9 961 -0,8
Investissement en stocks	-618 ...	-474 ...	1 491 ...	1 290 ...	1 627 ...	471 ...	882 ...
Exportations de biens et services	24 613 1,8	23 954 -2,7	23 692 -1,1	25 931 9,5	26 541 2,4	26 627 0,3	27 377 2,8
Importations de biens et services	22 945 1,2	23 120 0,8	24 254 4,9	25 061 3,3	26 705 6,6	28 395 6,3	30 050 5,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	34 487 -1,0	34 343 -0,4	35 921 4,6	37 741 5,1	38 970 3,3	38 860 -0,3	39 834 2,5
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	13 857 -8,9	12 978 -6,3	14 325 10,4	15 390 7,4	15 897 3,3	15 143 -4,7	15 212 0,5
Industries productrices de services	19 267 3,3	19 754 2,5	20 126 1,9	20 682 2,8	21 196 2,5	21 902 3,3	22 964 4,8
Production industrielle	9 064 -0,2	8 752 -3,4	9 342 6,7	9 743 4,3	9 685 -0,6	9 007 -7,0	9 187 2,0
Fabrication de biens non durables	1 343 6,3	1 198 -10,8	1 245 3,9	1 334 7,1	1 395 4,6	1 345 -3,6	1 370 1,9
Fabrication de biens durables	1 129 -5,4	1 083 -4,1	1 054 -2,7	1 305 23,8	1 421 8,9	1 465 3,1	1 464 -0,1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 151 -35,9	2 593 -17,7	3 158 21,8	3 820 21,0	4 224 10,6	3 942 -6,7	3 790 -3,9
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	5 722 2,0	5 630 -1,6	6 066 7,7	6 123 0,9	5 954 -2,8	5 385 -9,6	5 490 1,9
Construction	1 677 5,9	1 633 -2,6	1 666 2,0	1 705 2,3	1 994 17,0	2 225 11,6	2 145 -3,6
Fabrication	2 495 1,0	2 281 -8,6	2 299 0,8	2 650 15,3	2 833 6,9	2 836 0,1	2 851 0,5
Commerce de gros	1 639 0,3	1 648 0,5	1 715 4,1	1 905 11,1	1 986 4,3	2 080 4,7	2 407 15,7
Commerce de détail	1 592 4,5	1 668 4,8	1 678 0,6	1 749 4,2	1 822 4,2	1 934 6,1	2 179 12,7
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	4 881 3,9	5 036 3,2	5 195 3,2	5 246 1,0	5 385 2,6	5 559 3,2	5 746 3,4
Services d'enseignement	1 683 0,7	1 736 3,1	1 769 1,9	1 807 2,1	1 828 1,2	1 873 2,5	1 913 2,1
Soins de santé et assistance sociale	2 128 1,4	2 119 -0,4	2 132 0,6	2 191 2,8	2 268 3,5	2 324 2,5	2 355 1,3
Administrations publiques	1 725 3,7	1 787 3,6	1 804 1,0	1 836 1,8	1 852 0,9	1 904 2,8	1 921 0,9

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Alberta[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	67 757	70 868	74 629	81 883	93 034	107 030	119 144
	12,2	4,6	5,3	9,7	13,6	15,0	11,3
Bénéfices des sociétés avant impôts	28 909	23 229	32 944	40 750	51 638	50 475	51 519
	-4,3	-19,6	41,8	23,7	26,7	-2,3	2,1
Intérêts et revenus divers de placements	14 294	10 869	13 661	15 124	19 299	21 023	19 575
	-0,7	-24,0	25,7	10,7	27,6	8,9	-6,9
Revenu net des entreprises individuelles	8 179	8 436	9 130	10 169	10 269	10 501	11 576
	11,9	3,1	8,2	11,4	1,0	2,3	10,2
Impôts moins subventions	7 297	10 942	11 375	12 137	13 357	14 566	16 237
	-27,1	50,0	4,0	6,7	10,1	9,1	11,5
Revenu personnel disponible	75 535	78 323	81 942	89 556	98 460	111 681	122 312
	11,4	3,7	4,6	9,3	9,9	13,4	9,5
Taux d'épargne personnelle[2]	9,5	7,1	6,3	9,0	9,8	11,7	11,4

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	68 454	71 241	73 666	77 356	82 977	90 187	96 022
	3,6	4,1	3,4	5,0	7,3	8,7	6,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	21 907	22 621	23 687	23 849	24 807	26 387	28 136
	4,0	3,3	4,7	0,7	4,0	6,4	6,6
Formation brute de capital fixe	44 082	43 585	47 040	51 420	62 719	68 413	68 588
	9,9	-1,1	7,9	9,3	22,0	9,1	0,3
Investissement en stocks	-1 390	-1 598	1 247	786	2 053	1 411	1 224

Exportations de biens et services	93 105	93 996	94 600	100 774	101 497	107 082	109 967
	0,4	1,0	0,6	6,5	0,7	5,5	2,7
Importations de biens et services	78 762	79 142	84 748	90 853	102 115	111 738	115 767
	3,4	0,5	7,1	7,2	12,4	9,4	3,6
Produit intérieur brut aux prix du marché	147 394	150 594	155 359	163 564	171 416	181 791	187 493
	1,7	2,2	3,2	5,3	4,8	6,1	3,1
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	63 571	62 863	64 092	68 108	70 781	73 734	73 527
	-2,4	-1,1	2,0	6,3	3,9	4,2	-0,3
Industries productrices de services	78 270	81 403	84 935	88 951	93 932	100 989	106 724
	6,2	4,0	4,3	4,7	5,6	7,5	5,7
Production industrielle	48 355	48 600	48 711	51 189	52 125	54 230	54 196
	-3,8	0,5	0,2	5,1	1,8	4,0	-0,1
Fabrication de biens non durables	6 461	6 444	6 383	7 194	7 683	7 703	8 012
	-12,7	-0,3	-0,9	12,7	6,8	0,3	4,0
Fabrication de biens durables	6 418	6 172	6 010	6 882	7 612	8 577	8 718
	3,1	-3,8	-2,6	14,5	10,6	12,7	1,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 135	3 117	4 351	4 981	5 271	4 967	4 777
	-16,4	-24,6	39,6	14,5	5,8	-5,8	-3,8
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	32 422	32 703	32 910	34 024	34 036	35 232	34 904
	-4,3	0,9	0,6	3,4	0,0	3,5	-0,9
Construction	11 098	11 146	11 180	12 325	14 260	15 240	15 168
	8,6	0,4	0,3	10,2	15,7	6,9	-0,5
Fabrication	12 964	12 616	12 387	14 078	15 318	16 372	16 832
	-5,3	-2,7	-1,8	13,7	8,8	6,9	2,8
Commerce de gros	6 651	6 706	7 079	7 627	8 479	9 505	10 102
	4,3	0,8	5,6	7,7	11,2	12,1	6,3
Commerce de détail	6 012	6 493	6 752	6 962	7 363	8 369	9 316
	10,2	8,0	4,0	3,1	5,8	13,7	11,3
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	21 034	22 100	23 020	23 918	25 040	26 794	28 316
	6,1	5,1	4,2	3,9	4,7	7,0	5,7
Services d'enseignement	5 549	5 706	5 927	6 074	6 278	6 589	6 940
	2,7	2,8	3,9	2,5	3,4	5,0	5,3
Soins de santé et assistance sociale	6 142	6 427	6 761	6 970	7 316	7 732	8 250
	5,2	4,6	5,2	3,1	5,0	5,7	6,7
Administrations publiques	5 421	5 632	5 893	5 997	6 145	6 351	6 605
	2,0	3,9	4,6	1,8	2,5	3,4	4,0

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Colombie-Britannique[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	70 044	72 900	75 605	80 599	85 805	93 963	99 894
	2,4	4,1	3,7	6,6	6,5	9,5	6,3
Bénéfices des sociétés avant impôts	11 392	11 389	12 364	16 764	19 411	22 089	21 385
	-1,8	-0,0	8,6	35,6	15,8	13,8	-3,2
Intérêts et revenus divers de placements	8 834	8 828	9 151	9 708	10 266	10 475	11 236
	-13,3	-0,1	3,7	6,1	5,7	2,0	7,3
Revenu net des entreprises individuelles	9 778	10 644	11 395	12 374	13 112	13 643	14 336
	7,1	8,9	7,1	8,6	6,0	4,0	5,1
Impôts moins subventions	15 810	16 443	17 580	18 664	19 817	20 828	22 171
	1,3	4,0	6,9	6,2	6,2	5,1	6,4
Revenu personnel disponible	85 332	88 594	91 505	96 903	101 673	110 209	117 363
	4,2	3,8	3,3	5,9	4,9	8,4	6,5
Taux d'épargne personnelle[2]	-1,0	-2,9	-4,5	-4,6	-5,4	-4,3	-4,9

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	86 296	89 238	92 250	96 187	100 221	105 963	111 521
	2,1	3,4	3,4	4,3	4,2	5,7	5,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	27 952	28 260	28 357	28 346	28 791	29 687	30 905
	4,8	1,1	0,3	-0,0	1,6	3,1	4,1
Formation brute de capital fixe	25 672	25 912	27 977	31 424	34 757	38 892	39 814
	6,9	0,9	8,0	12,3	10,6	11,9	2,4
Investissement en stocks	-357	238	665	652	1 184	1 212	1 814

Exportations de biens et services	61 927	62 706	63 918	67 013	70 116	72 824	72 638
	-1,8	1,3	1,9	4,8	4,6	3,9	-0,3
Importations de biens et services	67 912	68 144	71 816	77 380	82 348	89 495	93 015
	0,2	0,3	5,4	7,7	6,4	8,7	3,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	133 403	138 193	141 435	146 541	152 998	159 733	164 583
	0,6	3,6	2,3	3,6	4,4	4,4	3,0
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	30 714	31 664	32 429	34 252	35 780	37 331	36 850
	-1,9	3,1	2,4	5,6	4,5	4,3	-1,3
Industries productrices de services	92 061	95 097	97 599	101 026	104 995	109 372	114 029
	2,1	3,3	2,6	3,5	3,9	4,2	4,3
Production industrielle	20 162	20 906	21 011	21 731	22 869	23 406	23 167
	-4,5	3,7	0,5	3,4	5,2	2,3	-1,0
Fabrication de biens non durables	5 233	5 169	5 256	5 196	5 272	5 379	5 281
	2,0	-1,2	1,7	-1,1	1,5	2,0	-1,8
Fabrication de biens durables	8 319	8 518	8 629	9 574	9 861	10 662	10 382
	-12,3	2,4	1,3	11,0	3,0	8,1	-2,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 474	4 429	4 500	4 851	4 851	4 811	4 555
	2,6	-1,0	1,6	7,8	0,0	-0,8	-5,3
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	4 252	4 383	4 298	4 270	4 642	4 566	4 474
	27,2	3,1	-1,9	-0,7	8,7	-1,6	-2,0
Construction	6 021	6 328	6 927	7 675	8 018	9 022	8 996
	3,9	5,1	9,5	10,8	4,5	12,5	-0,3
Fabrication	13 667	13 687	13 884	14 723	15 083	15 965	15 593
	-8,8	0,1	1,4	6,0	2,4	5,8	-2,3
Commerce de gros	5 656	5 969	6 258	6 430	6 761	7 308	7 931
	1,6	5,5	4,8	2,7	5,1	8,1	8,5
Commerce de détail	7 398	7 597	7 856	8 280	8 750	9 376	10 031
	3,9	2,7	3,4	5,4	5,7	7,2	7,0
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	27 019	28 078	28 884	30 503	31 805	33 035	34 521
	2,8	3,9	2,9	5,6	4,3	3,9	4,5
Services d'enseignement	6 733	6 781	6 922	7 028	7 271	7 466	7 744
	1,6	0,7	2,1	1,5	3,5	2,7	3,7
Soins de santé et assistance sociale	9 358	9 410	9 554	9 192	9 141	9 385	9 560
	2,2	0,6	1,5	-3,8	-0,6	2,7	1,9
Administrations publiques	6 919	7 128	7 187	7 201	7 176	7 319	7 560
	1,9	3,0	0,8	0,2	-0,3	2,0	3,3

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Yukon[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	689	708	729	783	826	906	972
	1,2	2,8	3,0	7,4	5,5	9,7	7,3
Bénéfices des sociétés avant impôts	116	74	68	101	149	135	170
	63,4	-36,2	-8,1	48,5	47,5	-9,4	25,9
Intérêts et revenus divers de placements	50	46	50	54	66	72	82
	-7,4	-8,0	8,7	8,0	22,2	9,1	13,9
Revenu net des entreprises individuelles	88	95	101	107	117	124	132
	4,8	8,0	6,3	5,9	9,3	6,0	6,5
Impôts moins subventions	86	92	96	97	97	104	97
	4,9	7,0	4,3	1,0	0,0	7,2	-6,7
Revenu personnel disponible	853	910	935	990	1 106	1 115	1 197
	3,6	6,7	2,7	5,9	11,7	0,8	7,4
Taux d'épargne personnelle[2]	15,6	16,8	13,9	15,4	20,3	16,2	16,9

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	715	739	776	801	829	871	910
	2,7	3,4	5,0	3,2	3,5	5,1	4,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	620	654	638	652	666	682	697
	-4,0	5,5	-2,4	2,2	2,1	2,4	2,2
Formation brute de capital fixe	311	314	325	419	635	652	697
	18,3	1,0	3,5	28,9	51,6	2,7	6,9
Investissement en stocks	8	18	10	-4	1	5	9

Exportations de biens et services	412	366	343	359	373	385	412
	4,8	-11,2	-6,3	4,7	3,9	3,2	7,0
Importations de biens et services	797	835	860	934	1 153	1 201	1 273
	0,5	4,8	3,0	8,6	23,4	4,2	6,0
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 270	1 254	1 231	1 293	1 354	1 401	1 452
	4,4	-1,3	-1,8	5,0	4,7	3,5	3,6
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	186	168	140	176	198	211	240
	11,4	-9,7	-16,7	25,7	12,5	6,6	13,7
Industries productrices de services	1 012	1 024	1 033	1 057	1 093	1 128	1 137
	1,9	1,2	0,9	2,3	3,4	3,2	0,8
Production industrielle	97	90	66	83	77	82	98
	0,0	-7,2	-26,7	25,8	-7,2	6,5	19,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	5	4	4	4	3	3	3
	0,0	-20,0	0,0	0,0	-25,0	0,0	0,0
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	56	52	31	43	40	42	53
	7,7	-7,1	-40,4	38,7	-7,0	5,0	26,2
Construction	85	75	73	93	129	137	151
	26,9	-11,8	-2,7	27,4	38,7	6,2	10,2
Fabrication	15	10	10	10	11	13	15
	-6,3	-33,3	0,0	0,0	10,0	18,2	15,4
Commerce de gros	39	33	34	34	35	43	42
	-2,5	-15,4	3,0	0,0	2,9	22,9	-2,3
Commerce de détail	70	74	75	73	72	75	74
	9,4	5,7	1,4	-2,7	-1,4	4,2	-1,3
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	206	207	214	221	235	248	251
	3,5	0,5	3,4	3,3	6,3	5,5	1,2
Services d'enseignement	79	80	82	82	81	83	83
	-4,8	1,3	2,5	0,0	-1,2	2,5	0,0
Soins de santé et assistance sociale	96	96	98	108	117	117	118
	2,1	0,0	2,1	10,2	8,3	0,0	0,9
Administrations publiques	280	287	285	291	297	301	304
	-0,7	2,5	-0,7	2,1	2,1	1,3	1,0

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Territoires du Nord-Ouest[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	1 296	1 399	1 455	1 540	1 650	1 794	1 950
	15,3	7,9	4,0	5,8	7,1	8,7	8,7
Bénéfices des sociétés avant impôts	764	643	1 129	1 528	1 310	1 251	1 386
	34,5	-15,8	75,6	35,3	-14,3	-4,5	10,8
Intérêts et revenus divers de placements	168	197	258	364	308	262	289
	3,1	17,3	31,0	41,1	-15,4	-14,9	10,3
Revenu net des entreprises individuelles	137	148	158	176	182	188	195
	12,3	8,0	6,8	11,4	3,4	3,3	3,7
Impôts moins subventions	154	168	183	197	204	208	216
	11,6	9,1	8,9	7,7	3,6	2,0	3,8
Revenu personnel disponible	1 292	1 326	1 363	1 448	1 541	1 646	1 769
	14,0	2,6	2,8	6,2	6,4	6,8	7,5
Taux d'épargne personnelle[2]	22,9	20,8	18,0	19,6	20,6	22,4	23,8

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	996	1 025	1 065	1 095	1 125	1 157	1 202
	3,3	2,9	3,9	2,8	2,7	2,8	3,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	1 049	1 075	1 130	1 153	1 140	1 120	1 154
	3,6	2,5	5,1	2,0	-1,1	-1,8	3,0
Formation brute de capital fixe	1 423	1 318	832	1 243	1 431	1 687	1 824
	61,5	-7,4	-36,9	49,4	15,1	17,9	8,1
Investissement en stocks	5	-3	23	4	16	8	6

Exportations de biens et services	1 613	1 830	2 508	2 578	2 516	2 571	2 974
	19,4	13,5	37,0	2,8	-2,4	2,2	15,7
Importations de biens et services	2 216	2 206	2 144	2 557	2 708	2 859	3 015
	17,6	-0,5	-2,8	19,3	5,9	5,6	5,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	2 850	3 033	3 440	3 543	3 532	3 711	4 138
	21,2	6,4	13,4	3,0	-0,3	5,1	11,5
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	1 285	1 356	1 699	1 727	1 641	1 745	2 047
	58,3	5,5	25,3	1,6	-5,0	6,3	17,3
Industries productrices de services	1 465	1 560	1 638	1 710	1 784	1 816	1 898
	4,3	6,5	5,0	4,4	4,3	1,8	4,5
Production industrielle	887	1 019	1 447	1 404	1 274	1 288	1 540
	54,5	14,9	42,0	-3,0	-9,3	1,1	19,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	16	17	17	18	19	19	17
	6,7	6,3	0,0	5,9	5,6	0,0	-10,5
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	796	956	1 383	1 345	1 216	1 248	1 503
	51,9	20,1	44,7	-2,7	-9,6	2,6	20,4
Construction	397	320	230	313	378	480	539
	66,8	-19,4	-28,1	36,1	20,8	27,0	12,3
Fabrication	20	21	13	9	14	9	7
	122,2	5,0	-38,1	-30,8	55,6	-35,7	-22,2
Commerce de gros	50	53	58	60	82	76	96
	-2,0	6,0	9,4	3,4	36,7	-7,3	26,3
Commerce de détail	86	91	94	98	97	101	114
	1,2	5,8	3,3	4,3	-1,0	4,1	12,9
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	313	340	349	368	379	387	394
	2,0	8,6	2,6	5,4	3,0	2,1	1,8
Services d'enseignement	114	125	130	132	134	137	141
	0,0	9,6	4,0	1,5	1,5	2,2	2,9
Soins de santé et assistance sociale	130	136	148	157	169	176	181
	4,0	4,6	8,8	6,1	7,6	4,1	2,8
Administrations publiques	355	382	385	388	384	389	392
	2,9	7,6	0,8	0,8	-1,0	1,3	0,8

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nunavut[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	557	627	656	703	736	781	843
	16,0	12,6	4,6	7,2	4,7	6,1	7,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	64	57	57	97	90	87	146
	-41,8	-10,9	0,0	70,2	-7,2	-3,3	67,8
Intérêts et revenus divers de placements	24	21	26	33	29	32	36
	-4,0	-12,5	23,8	26,9	-12,1	10,3	12,5
Revenu net des entreprises individuelles	62	67	72	76	83	88	93
	10,7	8,1	7,5	5,6	9,2	6,0	5,7
Impôts moins subventions	45	47	49	34	43	53	60
	18,4	4,4	4,3	-30,6	26,5	23,3	13,2
Revenu personnel disponible	697	747	808	860	880	899	964
	6,3	7,2	8,2	6,4	2,3	2,2	7,2
Taux d'épargne personnelle[2]	43,5	43,1	43,2	43,8	41,8	39,5	39,1

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	396	418	443	460	477	499	526
	6,5	5,6	6,0	3,8	3,7	4,6	5,4
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	795	817	824	819	873	904	895
	7,7	2,8	0,9	-0,6	6,6	3,6	-1,0
Formation brute de capital fixe	279	277	382	418	426	414	692
	10,7	-0,7	37,9	9,4	1,9	-2,8	67,1
Investissement en stocks	16	-27	15	18	5	2	1

Exportations de biens et services	288	283	167	176	156	189	213
	-2,0	-1,7	-41,0	5,4	-11,4	21,2	12,7
Importations de biens et services	875	817	887	908	936	976	1 216
	6,1	-6,6	8,6	2,4	3,1	4,3	24,6
Produit intérieur brut aux prix du marché	898	951	950	989	1 001	1 023	1 115
	5,9	5,9	-0,1	4,1	1,2	2,2	9,0
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	193	190	140	153	147	156	211
	-3,0	-1,6	-26,3	9,3	-3,9	6,1	35,3
Industries productrices de services	674	726	753	778	794	809	826
	8,9	7,7	3,7	3,3	2,1	1,9	2,1
Production industrielle	126	93	30	33	26	34	39
	-7,4	-26,2	-67,7	10,0	-21,2	30,8	14,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1	1	1	1	0	2	3
	0,0	0,0	0,0	0,0	50,0
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	103	65	12	17	7	19	24
	-8,8	-36,9	-81,5	41,7	-58,8	171,4	26,3
Construction	62	97	125	135	140	140	198
	5,1	56,5	28,9	8,0	3,7	0,0	41,4
Fabrication	2	2	1	1	1	2	2
	0,0	0,0	-50,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Commerce de gros	8	9	11	11	13	12	13
	0,0	12,5	22,2	0,0	18,2	-7,7	8,3
Commerce de détail	38	40	42	43	47	48	50
	0,0	5,3	5,0	2,4	9,3	2,1	4,2
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	125	145	150	156	157	165	171
	13,6	16,0	3,4	4,0	0,6	5,1	3,6
Services d'enseignement	96	99	103	105	107	110	112
	7,9	3,1	4,0	1,9	1,9	2,8	1,8
Soins de santé et assistance sociale	68	69	71	78	87	87	87
	15,3	1,5	2,9	9,9	11,5	0,0	0,0
Administrations publiques	231	245	252	264	274	276	277
	5,0	6,1	2,9	4,8	3,8	0,7	0,4

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

À propos de cette publication

Dans cette publication, on donne un aperçu des événements économiques récents dans les provinces et territoires. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; et 2) le PIB par industrie.

On examine également les tendances des principaux agrégats du PIB en termes de revenus et de dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. En outre, on analyse le PIB par industrie. Cet aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques expliquant les méthodes des comptes nationaux ou analysant un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien*, produit no 11-001-XIF au catalogue de Statistique Canada, sous le rubrique Comptes économiques provinciaux et PIB provincial par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses; PIB par industrie :

Les estimations préliminaires sont publiées au printemps suivant l'année de référence et révisées à l'automne de la même année. Lors de la diffusion automnale, des révisions sont aussi apportées aux estimations des trois années antérieures. Normalement, les estimations ne sont plus révisées après cela, sauf quand une révision historique est réalisée, habituellement une fois tous les dix ans. Des révisions statistiques sont faites afin d'intégrer l'information la plus récente tirée des enquêtes, des statistiques sur l'impôt, des comptes publics, des recensements, etc., ainsi que du processus annuel d'étalonnage d'après les comptes d'entrées-sorties.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses; PIB par industrie :

Cette diffusion inclut des révisions à partir de 2004. De plus, les estimations détaillées sur les administrations publiques ont été mises à jour jusqu'en 2006.

À propos de : *Comptes économiques provinciaux*

Les comptes économiques provinciaux et territoriaux comprennent des estimations du produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses, du PIB réel, des contributions à la variation en pourcentage du PIB réel, des indices implicites de prix, de la provenance et l'emploi du revenu personnel et des tableaux de données détaillés sur les administrations publiques. Les tableaux détaillés sur les administrations publiques comprennent des données sur le revenu et les dépenses, fondées sur les comptes publics.

Des résumés par sous-secteur de l'administration publique (fédérale, provinciale, locale, RPC et RRQ) sont fournis aux tableaux 6 à 10. Les détails sur les revenus sont présentés aux tableaux 11 à 13. Le tableau 11 présente des données désagrégées sur les impôts directs, les cotisations aux régimes d'assurance sociale et les paiements de transfert effectués par des personnes aux administrations publiques. Le tableau 12 comprend les composantes des impôts sur la production et sur les produits, et le tableau 13, une liste des sources de revenus de placements des administrations publiques. Du côté des dépenses, les principaux transferts aux personnes sont présentés au tableau 14 tandis que les subventions et les transferts de capital au secteur des particuliers et au secteur des entreprises figurent au tableau 15. Enfin, le tableau 16 comprend une liste des transferts les plus importants entre les différents paliers de gouvernement.

Tableaux : *Comptes économiques provinciaux*

Tableau 01	Produit intérieur brut, en termes de revenus
Tableau 02	Produit intérieur brut, en termes de dépenses
Tableau 03	Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (2002)
Tableau 04	Contribution à la variation en pourcentage, Produit intérieur brut réel
Tableau 05	Indices implicites de prix, produit intérieur brut réel
Tableau 06	Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques
Tableau 07	Recettes et dépenses de l'administration fédérale
Tableau 08	Recettes et dépenses des administrations provinciales
Tableau 09	Recettes et dépenses des administrations locales
Tableau 10	Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec
Tableau 11	Impôts directs—Particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques
Tableau 12	Impôts sur production et importations
Tableau 13	Revenus de placements des administrations publiques
Tableau 14	Transferts des administrations publiques aux particuliers
Tableau 15	Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques
Tableau 16	Transferts entre administrations publiques
Tableau 17	Provenance et emploi du revenu personnel
Tableau 18	Certains indicateurs économiques